

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne

QUIMPER, le 03 mai 2010

Unité Territoriale du FINISTÈRE

**RAPPORT DE  
L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES (CODERST)**

**Objet :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Etablissement **LIVBAG à PONT DE BUIS LES QUIMERCH**.  
Demande de modification de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2008 concernant l'activité de  
brûlage des déchets pyrotechniques

**Réf.** Demande de LIVBAG au Préfet du FINISTÈRE du 15 décembre 2009  
Bordereau du 29 décembre 2009

**1 – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

L'établissement LIVBAG de PONT DE BUIS LES QUIMERCH a pour activité la fabrication de générateurs de gaz utilisés dans la sécurité automobile afin d'assurer le gonflement des air-bags. Ce gaz est généré par de la matière pyrotechnique présente en faible quantité à l'intérieur de chaque générateur. De ce fait, le site possède un stockage de matières premières pyrotechniques, qui justifie son assujettissement à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Présent  
pour  
l'avenir

## **2 – SITUATION ADMINISTRATIVE**

A ce jour, l'établissement LIVBAG de PONT DE BUIS LES QUIMERCH est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 13 mars 2003 complété par les AP du 30 novembre 2006 et du 24 juillet 2008 pour les volumes d'activités suivants :

RUBRIQUE ICPE	ACTIVITE	VOLUME	AS/A/D (*)
1310.2.b	Atelier de chargement, fabrication, conditionnement de poudre, explosifs et autres produits explosifs pour la fabrication de générateurs de gaz pour la sécurité automobile	* Charge en cours $\leq 1500$ kg (1.3) $\leq 1\ 000$ kg (1.4)  * Stockage $\leq 6\ 000$ kg (1.3) $\leq 600$ kg (1.4)  Soit un total $\leq 9100$ kg	A
2920.2.a	Installations de compression d'air et(ou) de gaz (15 unités) et de réfrigération (54 unités)	$P_{INST.} \leq 1943$ kW (1175 + 768)	A
2560.2	Atelier de travail mécanique des métaux et alliages	$P_{INST.} \leq 655,5$ kW	A

AS : Autorisation avec Servitudes d'utilité publique

A : Autorisation

D : déclaration

## **3 – DEMANDE DE MODIFICATION DE L'AP DU 24 JUILLET 2008 RELATIF AU BRULAGE DES DECHETS**

Comme explicité dans le rapport de l'inspecteur des ICPE du 14 mai 2008, l'AP du 24 juillet 2008 régit l'exploitation par LIVBAG d'une installation de destruction par brûlage de déchets pyrotechniques.

Cet arrêté limite notamment la quantité de déchets pyrotechniques sous eau autorisés à être stockés sur zone dans l'attente de leur brûlage à 100 kg, en précisant que cette masse correspond au tonnage « déchets + eau ».

Par courrier du 15 décembre 2009, la société LIVBAG a adressé au Préfet du Finistère une demande de modification de la prescription correspondante de l'AP du 24 juillet 2008, afin de spécifier que les 100 kg correspondent à la masse nette de matière pyrotechnique à détruire et non au mélange « déchets pyrotechnique + eau ».

Cette précision ne figurait pas dans le dossier technique du 21 novembre 2006 présentant le projet de brûlage. En revanche elle est clairement énoncée dans l'étude de sécurité du travail (EST) de novembre 2007, laquelle a fait l'objet d'un avis favorable de l'inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs (IPE) du 26 novembre 2007 et d'une approbation de l'inspecteur du travail (DDTEFP) par décision du 11 janvier 2008.

L'EST précise également que tous les déchets pyrotechniques en attente de brûlage sont stockés sous eau avec le conditionnement suivant :

*au maximum une palette de 24 seaux étanches empilés sur 3 niveaux au plus (8 seaux par niveau).*

## **4 – AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTEUR DES ICPE**

Compte tenu :

- des éléments rappelés ci-dessus,
- du fait notamment que le tonnage net de 100 kg de matière active en attente de brûlage ainsi que son conditionnement spécifique, a fait l'objet d'une étude de sécurité du travail établie au titre du décret du 28 septembre 1979, qui a été approuvée par la DDTEFP et l'IPE,
- du fait que cette demande de modification a fait l'objet d'un avis favorable du SDIS par courrier du 22 mars 2010

nous proposons de réserver une suite favorable à la demande de la société LIVBAG.

Ci-joint un projet d'arrêté complémentaire visant à modifier l'arrêté du 24 juillet 2008 de telle manière que les 100 kg de déchets en attente de brûlage portent uniquement sur la matière pyrotechnique et non plus sur le mélange « matière pyrotechnique plus eau ».

A ce stade, en application des dispositions de l'article R 512-33 du code de l'Environnement, il convient de recueillir l'avis du CODERST.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur des Installations Classées,		Le Chef de l'Unité Territoriale du FINISTERE,